

27 MAI 2003

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Subdivision de BAR-LE-DUC **DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA**
RÉGLEMENTATION
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

D.R.I.R.E.

Arrêté n°2003-1051

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Le PRÉFET de la MEUSE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement et notamment le livre V, article L512-7,

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application de la Loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement),

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 1997 relatif aux stockages de chlore gazeux liquéfiés sous pression lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 18 tonnes,

VU l'arrêté préfectoral n°2.473 du 5 juillet 1976 autorisant la société ICI à exploiter une usine de produits chimiques sur la Zone Industrielle de Baleycourt à VERDUN modifié par les arrêtés préfectoraux n°87.1123 du 30 avril 1987, n°88.2422 du 24 juin 1988, n°88.2419 du 30 juin 1988, n°91.0003 du 2 janvier 1991, n°92.1950 du 7 mai 1992, n° 92-2115 du 22 mai 1992, n°92.3128 du 8 juillet 1992, n°93.2383 du 19 octobre 1993, n°94.3269 du 18 octobre 1994, n°95.0177 du 26 janvier 1995, n°96.1058 du 7 juin 1996, n°96.2547 du 28 novembre 1996, n°98.1814 du 6 août 1998, n° 99-509 du 11 mars 1999, 2000-2122 du 20 septembre 2000, 2000-2951 du 18 décembre 2000, 2001-2727 du 23 novembre 2001 et 2001-2728 du 23 novembre 2001,

VU l'arrêté préfectoral n° 92-703 du 19 février 1992 relatif à l'autosurveillance des rejets de l'établissement,

VU les récépissés de déclaration des 14 mai 1979 et 3 juin 1996 délivrés à la société ICI C&P France SA,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-1386 autorisant la société INEOS CLHOR France à reprendre l'exploitation des activités de l'usine autorisée par les arrêtés préfectoraux et récépissés susvisés,

VU le rapport du 25 mars 2003 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

VU l'avis du 23 avril 2003 du Conseil Départemental d'Hygiène,

CONSIDERANT que les éléments des études des dangers produites en 1999, 2000 et 2001 révèlent la nécessité de mettre en place des équipements et des dispositions d'organisation complémentaires visant à réduire les effets d'un accident lié à une perte de confinement de chlore,

CONSIDERANT que les études des dangers de l'atelier paraffines chlorées (CERECLOR), du parc des inflammables, de l'atelier d'enfûtage et des utilités nécessitent un complément et doivent faire l'objet d'une analyse critique par un expert tiers,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1. La société INEOS CHLOR remettra, une série d'avant projets détaillés intégrant des éléments technico-économiques visant à diminuer l'enveloppe des risques et à pouvoir contenir et/ou traiter des niveaux de fuite de chlore correspondant à quelques kg/s au niveau du poste de dépotage pendant une période correspondant aux rejets de chlore des scénarios décrits dans les études des dangers.

Trois premières pistes seront au moins examinées :

- confinement métallique avec tour de neutralisation du chlore,
- confinement dynamique à rideau d'eau,
- confinement métallique avec cheminée de hauteur adaptée

pistes auxquelles devra être rattachée la proposition de mise en place d'une fosse de rétention au poste de dépotage avec un équipement adapté pour contenir le chlore en phase liquide.

Article 2. La société INEOS CHLOR complétera les mesures techniques proposées dans l'étude des dangers visant à réduire les quantités de chlore en jeu en cas d'accident sur la canalisation de transfert du poste de dépotage au stockage de chlore, et donc à réduire les rayons d'incidence (mise en place de deux vannes automatiques compartimentant cette ligne en trois tronçons d'égale longueur, asservissement des vannes à un système de détection de fuite de chlore et à un système de détection d'agressions mécaniques et thermiques permettant de détecter tout incident affectant la ligne de transfert, mise en place de détecteurs supplémentaires de chlore à proximité des deux nouvelles vannes de sectionnement), par une étude comparative gravité/probabilité des deux hypothèses : canalisation à diamètre 40 mm avec augmentation de pression et canalisation à diamètre 80 mm avec équipement de vannes à fermeture rapide asservies aux dispositifs de détection.

Article 3. L'exploitant constituera :

1. un document, avec l'aide de ses fournisseurs, permettant de justifier une durée n'excédant pas six secondes entre la détection d'une fuite de chlore ou d'un incident affectant la ligne de transfert et la fermeture des vannes automatiques sus-visées ainsi que la plage de couverture (niveau de fuite minimal) d'une telle durée à compter de l'apparition d'une fuite de chlore.

2. Une procédure permettant de s'assurer par des tests réguliers du maintien dans le temps des performances techniques évoquées au point 1 ci-dessus.

Article 4. L'exploitant remettra à Monsieur le Préfet de la Meuse un état récapitulatif des informations transmises à la Société LACTO SERUMS France afin de permettre aux salariés de cette dernière, ainsi qu'à toutes les autres personnes présentes, même momentanément, au sein de l'enceinte LACTO SERUMS, d'être correctement informées et protégées en cas d'incident survenant chez INEOS CHLOR.

Article 5. L'exploitant remettra à Monsieur le Préfet de la Meuse une version du POI révisé.

Article 6. Des gabarits sont mis en place avant les passages sous racks comportant des lignes de chlore.

Article 7. La fermeture de la vanne côté réservoir de la ligne de transfert de chlore située entre le stockage et le vaporiseur sera asservie à un système de détection d'agressions mécaniques et thermiques permettant de détecter tout incident affectant la ligne de transfert, y compris toute fuite de chlore.

Article 8. Des détecteurs d'HCl seront mis en place autour des stockages d'acide chlorhydrique.

Article 9. L'exploitant installera une butée en bout de voie utilisée lors de la mise en place d'un wagon de chlore dans sa position de dépotage.

Article 10. L'étude des dangers de l'atelier paraffines chlorées (CERECLOR) sera complétée par les éléments suivants :

- une analyse systématique détaillée des risques (HAZOP, AMDEC, etc...) justifiant la liste des risques identifiés par l'exploitant
- un volet relatif à la situation de l'atelier au regard de la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles pour la prévention des risques,
- la proposition de mesures d'amélioration de la prévention du risque à la source dans l'atelier.

Article 11. L'étude des dangers du parc des inflammables, de l'atelier d'enfûtage et des utilités sera complétée par les éléments suivants :

- un volet portant sur le risque présenté par la formation potentielle d'électricité statique,
- un complément à l'étude des effets des scénarios d'accident retenus au niveau des feux de cuvettes E15 et E16 portant :
 - sur le comportement de la canalisation de chlore soumise à rayonnement thermique, l'évaluation du risque induit de mise à l'air libre d'une quantité de chlore, la faisabilité d'un refroidissement avec une lance incendie compte tenu de l'impossibilité d'approche à moins de 25 mètres par du personnel équipé de protection, l'étude de mise en place de matériel fixe de refroidissement actionnable à distance et la quantification des effets par projection de missiles sur la canalisation de chlore en cas d'explosion d'un réservoir.
 - sur l'étude de moyens fixes de protection de l'atelier des esters et de la salle de contrôle pour supprimer les effets des rayonnements thermiques induits par les feux de cuvette. La solution d'évacuation du personnel de la salle de contrôle, en cas d'événement, devra faire l'objet d'une validation après examen exhaustif des situations auxquelles aurait à faire face le pupitreur, notamment dans le cadre du POI.

Article 12. Les études des dangers ainsi complétées devront faire l'objet d'une analyse critique par un expert tiers choisi en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées. Cette analyse portera notamment sur :

- la validation du scénario d'incendie dans la cuvette de rétention du stockage de white spirit et de l'explosion d'un réservoir,
- la validation des surpressions annoncées lors de l'explosion de la chaudière,
- la validation du classement dans la grille de criticité découlant des arbres de défaillance,
- la validation des scénarios à retenir,
- la validation du temps de détection d'une fuite de chlore évaluée à 20 secondes,
- l'incidence des rayonnements thermiques sur la canalisation de chlore lors de feu au niveau des cuvettes E5 et E16.

Article 13. Les dispositions des articles 1 à 12 ci-dessus sont applicables dans des délais n'excédant pas l'échéancier suivant :

Articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6	30 juin 2003
Article 9	30 septembre 2003
Articles 7 et 8	30 novembre 2003
Articles 10 et 11	31 mars 2004
Article 12	30 juin 2004

L'avis du CHSCT de l'établissement accompagnera l'envoi des études ou compléments d'études produits en application des dispositions du présent arrêté.

Article 14. En vue de l'information des tiers

- 14.1.) Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de VERDUN et peut y être consultée.
- 14.2.) Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de VERDUN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.
- 14.3.) Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 15. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16. La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n°38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 17. Le Secrétaire Général de la Préfecture de la MEUSE, le Maire de VERDUN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société INEOS CHLOR France et dont une ampliation sera adressée, pour information, à MM les Directeurs Départementaux de l'Équipement, de l'Agriculture et de la Forêt, des Affaires Sanitaires et Sociales et du

Service départemental d'Incendie et de Secours, à M le Directeur Régional de l'Environnement, à M le Directeur du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile et à Mme la Sous-Préfète de VERDUN.

BAR LE DUC, le 21 mai 2003

Le PRÉFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Charles-Edouard TOLLU

Pour ampliation
Le chef de bureau délégué

Marie-José GAND